

# 7 jours



**N° 75 - vendredi 31 juillet 2009**

L'exhibitionniste médical et matrimonial de l'Agité de la Lanterne ne parvient plus à cacher le fonds de commerce du régime : laisser faire les licenciements, les agressions contre l'emploi, industriel en particulier. Papeterie Etienne, Malaucène, Matussière et Forest Voiron, Tembec, imprimeries Mame, Jouve, Bussière, Hélio Corbeil, Nouvelle République (quotidien du centre-ouest), etc. L'été est meurtrier. Le naufrage organisé de « Pôle Emploi », sa cession scandaleuse aux négriers de l'Interim et aux boîtes organisées pour faire du fric sur le reclassement des chômeurs montre dans quelle haute considération le régime tient les salariés. Le Travail paie pour la Banque, voilà leur mot d'ordre. Les congés sont un droit conquis par les salariés du Front populaire. Ce droit, nous devons l'exercer. Pour mieux préparer des échéances qui se situent en août : Malaucène et Nouvelle République. Il n'y aura pas de rentrée, parce qu'il n'y a pas de sortie.

**Papier - Carton - Cellulose**  
**Rendez-vous**  
**mercredi 26 août**  
**11 heures à Malaucène**

**Mondialisation, crise économique, chaque fois c'est l'emploi qui paie... Assez ! La Filpac CGT et les syndicats de la filière papetière appellent à la coordination des luttes et des actions pour l'emploi !**

### Les dégâts de la mondialisation

La filière industrielle papetière est affectée, avant la crise, par les effets de la mondialisation libérale : baisse du niveau de production en France par arrêt de machines, concentration, fusion-absorption, fermeture d'entreprises, délocalisation de productions dans des zones à bas coût de main d'œuvre et porteuses de marchés (Chine, Amérique latine, pays de l'Est) standardisation de la production, donc abandon de productions de niche et de productions historiques, gel de la recherche-développement, etc.

### La crise ? L'occasion fait le larron

A cette mondialisation en échec financier et industriel, s'ajoute la crise de l'économie mondiale, du fait de la spéculation financière.

Et c'est aux salariés de l'industrie en particulier que le système présente la note : les capitalistes font de la baisse du coût de la masse salariale la seule perspective immédiate de leur horizon.

Du coup, le nombre de fermetures et de plans de licenciement atteint des proportions inédites. Si la « crise » évoquée par tous les patrons existe bien, de leur fait - nous n'en sommes nullement responsables - celle-ci provoque des effets d'aubaine : l'occasion fait le larron ! Comme un bateau pétrolier dégaze au cœur de la tempête pour nettoyer ses cuves et économiser l'opération portuaire de nettoyage, les patrons des groupes utilisent l'effet crise pour réduire la masse salariale et réorganiser dans leur logique de profit, sans que la crise ne les affecte.

A l'inverse, dans la crise, l'écologie à la mode pourrait la promotion et la production de produits papetiers biodégradables issus d'une industrie en équilibre écologique avec l'eau, la forêt et le retraitement d'emballages et de papiers ayant servi une première fois.

Mais tous les groupes se sentent concernés par la bonne aubaine de la crise : papeteries, cartonneries et l'emballage.

### **Papier, carton, cellulose, emballage : pire que le virus H1N1 !**

Sans faire un inventaire exhaustif, dans le papier Otor, IP, Saica, Smurfit, Arjo, Tembec, Schweitzer De Mauduit, UPM, dans le carton ou l'emballage Mead, Smurfit, SCA, Amcor, GPV... subissent chômage partiel, plans de licenciement (souvent les deux), ou pire des fermetures pures et simples d'usines entières.

Bien sur, l'intelligence collective portée par les salariés et leurs syndicats Filpac CGT portent des projets de reprise ou des projets alternatifs qui voient le jour. Ces projets sont presque toujours innovants, porteurs d'avenir tant en terme de développement durable que de création d'emploi. Mais souvent, à part des exceptions notables comme Matussière et Forest Turckheim et Voiron, malgré une mobilisation de tous les salariés, et des pouvoirs politiques locaux et pouvoirs publics qui déclarent se sentir concernés, ceux-ci n'aboutissent pas. Pas par manque de motivation, mais par un obstacle majeur : certes les investisseurs en ces temps de crise bancaire et financière, sont frileux.

La plupart du temps, nos camarades reviennent bredouilles de la chasse au repreneur.

En effet, le pouvoir patronal central et le pouvoir politique national voient d'un très mauvais œil que la créativité ouvrière alliée à un savoir technique de haut niveau ne débouche sur une initiative industrielle qui permette le redémarrage de l'entreprise et joue le rôle d'exemple. Force pour eux doit rester à la classe patronale.

### **L'amertume pour seul bagage...**

D'où l'amertume une fois le plan social appliqué, des salariés qui se retrouvent seuls, et qui ont fait l'expérience du manque total de protection légale de leur emploi, de leur contrat de travail. Ils sont réduits au déclassement, eux naguère si fiers de leur savoir-faire, de leur compétence, de leur connaissance parfaite du procédé industriel.

Ce gâchis est d'autant plus énorme que la plupart du temps la bagarre se réduit à la prime à la valise : combien pour partir ? Et ceux qui sont passés par là savent que la somme obtenue dure peu, mais que le chômage, lui, dure longtemps.

### **Que propose l'organisation syndicale CGT dans la filière papetière ?**

La pérennisation des emplois dans nos industries est le point le plus important de notre démarche. Mais il faut en finir avec la course à l'échalote : la prime « extralégale » ne doit plus être le seul horizon desperado des actions. Cette dynamique infernale est une négation de l'action collective. Elle relève du sauve qui peut plus que du rassemblement des salariés contre la mesure de licenciement qui les frappe.

Si chacun peut comprendre le réflexe humain d'obtenir le montant le plus important possible d'une prime de départ, il nous faut, en tant que syndicat CGT, offrir une orientation alternative, collective à ce réflexe dicté par une peur bien compréhensible du lendemain.

Mais la prime de départ est un déjeuner de soleil !

Elle exprime de façon évidente qu'une fois annoncée la fermeture, une fois prononcés les licenciements, la loi sociale, celle qui devrait protéger le contrat de travail, n'existe pas.

**Dès lors il faut dès cette rentrée en tirer les conclusions suivantes :**

- 1. Les organisations CGT dans la filière papetière doivent unifier leurs efforts autour d'une revendication commune, relevant du problème principal, la protection du contrat de travail contre les licenciements et le chômage partiel.**

Aucun salarié ne doit perdre son emploi. Il faut instaurer la continuité du contrat de travail pour tous en cas de licenciement et ou de fermeture d'usine tant que le salarié n'aura pas retrouvé un travail équivalent et sûr.

Les organisations CGT dans la filière papetière, une fois, unies derrière cet objectif revendicatif, celui de construire dans la branche, en y contraignant la Copacel, une sécurité sociale de l'emploi, doivent se mobiliser comme un seul homme autour des entreprises touchées, les réunir et les entourer d'une solidarité active.

Ce qui reste à construire, ce qui peut et doit être construit, mais ce qui est devant nous. Cette construction revendicative passe par la mise en place d'une GPEC de branche, qui débouche sur les efforts de formation professionnelle, de requalification.

- 2. Rendez-vous le 26 août, à 11 heures, à Malaucène ! Les syndicats de la Filpac CGT doivent tous contribuer à coordonner les actions des boîtes en lutte.**

Il s'agit bien de jonctions, de réunions, de rassemblements, de coordinations CGT. C'est à la CGT de le faire, c'est sa fonction, sa tâche, sa raison syndicale.

Ce qui a été fait à Voiron est une première étape encourageante. Ces réunions doivent déboucher sur une coordination de l'action, de façon qu'aucune entreprise ne demeure isolée, de façon à cibler l'action vers le patronat de la Copacel et les pouvoirs publics nationaux.

Un premier rendez-vous de cette démarche, après Voiron, c'est Malaucène, avant la date couperet du 1<sup>er</sup> septembre. Les entreprises frappées de fermeture, accompagnées des autres, doivent se réunir ce 26 août pour lancer la démarche nationale de défense de l'emploi, de conquête du droit de protection du contrat de travail.

Pour ça, il nous faut construire le rapport de force nécessaire, construire la solidarité autour de cet objectif commun. Dès lors la Filpac CGT et ses syndicats se mettront en bon ordre d'action pour contrer le fléau des licenciements.

C'est le seul remède à l'amertume, la démoralisation ou le sentiment d'impuissance !

**Le compte à rebours est lancé : la rentrée se prépare dès maintenant parce qu'il n'y a pas de sortie ! Alors tous à Malaucène à 11 heures ce 26 août, première étape de la démarche revendicative pour l'emploi.**

# La loi républicaine doit pénétrer à la Nouvelle République, pas la peur !

Entre juilletistes de retour et aoûtistes en partance, il est nécessaire de faire le point sur le climat détestable que la direction veut mettre en place.

## **1. La direction annonce un « plan » de suppression de 181 postes, qu'elle ne discute avec personne, surtout pas avec la Filpac CGT ni les autres syndicats. De quel droit ?**

- Cette procédure est en cours de discussion au comité d'entreprise. Elle n'est donc pas légalement adoptée. La Filpac CGT le refuse, avec les autres syndicats.
- Puisqu'à ce jour ce plan n'est qu'annoncé, pas adopté, de quel droit la direction exige-t-elle de certains cadres de signifier à certains salariés qu'ils sont probablement sur la liste.
- Quelle liste nominative ? Sur quels critères ? La direction a envoyé un questionnaire, mais dans quel but si elle a déjà pris en otage les noms ?

La Filpac CGT refuse la loi de la peur. La direction joue sur l'angoisse individuelle des salariés, sur la division entre celles et ceux qui seraient touchés et les autres, qui resteraient.

La Filpac CGT refuse que la République s'arrête aux portes du journal : il y a des lois républicaines, que même la direction doit respecter.

## **2. Les arguments de la direction n'établissent d'aucune façon le bien fondé des suppressions d'emplois.**

Prenons les arguments officiels, notamment ceux adressés aux actionnaires par le président du conseil de surveillance :

- le 13 juin, la Société à participation ouvrière (SAPO) se dissout pour permettre les pourparlers avec le groupe Centre-France. Mais entre le 13 juin et le 24 juillet, lettre du président du Conseil de surveillance aux actionnaires, « malheureusement, avant que cette stratégie puisse être mise en œuvre, la crise générale s'est abattue sur notre entreprise... »
- Si l'on comprend bien, la « crise », qui justifierait les 181 suppressions d'emploi, se serait abattue entre le 13 juin – la dissolution de la SAPO – et le 24 juillet, date de la lettre du président du conseil de surveillance aux actionnaires.

Un peu juste, le coup de la crise soudaine, non ?

En fait, la Filpac CGT estime qu'une réunion d'état major s'est tenue entre le groupe NR et le groupe Centre-France, et que les deux groupes en ont déduit que la NR devait infliger aux salariés un premier plan de 181 suppressions d'emploi.

### 3. Que faire et que revendiquer aujourd'hui ?

- Toute salariée, tout salarié a le droit de refuser, de façon légale, qu'un cadre lui signifie son licenciement, car cet acte ne serait qu'un arbitraire total. Si tel est le cas, toute salariée, tout salarié peut et doit se faire connaître auprès des syndicats pour que les mesures de sauvegarde du contrat de travail soient prises sans délai.
- Refuser la peur, c'est se regrouper pour empêcher que le désespoir gagne. C'est surtout faire en sorte que la division ne s'installe entre les victimes du plan et celles et ceux des salariés qui s'estiment épargnés.
- Rien n'est joué, rien n'oblige les salariés à accepter par avance une condamnation de leur emploi, sans qu'ils aient pu se défendre ! L'arbitraire ne doit pas l'emporter.
- C'est pourquoi, dans les prochains jours, il nous faudra nous rassembler pour décider, ensemble, comment empêcher le mauvais coup.

Pourquoi ? Parce que ce plan n'a de fonction que d'en annoncer les autres ! Lesquels ?

- Ceux que le (ou les) repreneur ne manqueront pas de mettre en place.
- Ceux que le directoire a déjà en tête, car il sait que 181 suppressions ne régleront rien. Pas plus que les précédentes suppressions d'emploi.
- Ceux que le syndicat patronal de la presse quotidienne régional et celui de la presse quotidienne départementale ne manqueront pas de mettre en place dès septembre si celui de la Nouvelle République réussit à expulser 181 salariés.

**L'avenir de la NR vaut bien qu'ensemble nous défendions les emplois menacés et que nous exigions de la direction que soit établi un véritable projet de l'entreprise, du groupe et de tous les salariés.**

*Tours, le 30 juillet 2009*

**Directeur de la publication : Michel Muller**  
**Rédaction : Jean Gersin / gersin@filpac-cgt.fr Antoine Peillon et Christian Gourdet**  
**FILPAC-CGT : Case 426 - 263, rue de Paris - 93514 Montreuil cedex**  
**Tél. : 01 48 18 80 24 - Fax : 01 48 51 99 07**  
**filpac@filpac-cgt.fr - www.filpac-cgt.fr**

## **Rencontre Filpac CGT - direction du groupe Figaro sur l'avenir d'Hélio-Corbeil**

Le 22 juillet, dans le prolongement des discussions engagées avec Serge Dassault, les représentants CGT du syndicat Hélio-Corbeil, accompagnés de Gérard Letréguilly, mandaté par la FILPAC-CGT, ont rencontré Francis Morel, directeur général du FIGARO.

Lors de cette rencontre, la délégation CGT a fait état de ses plus grandes inquiétudes concernant l'avenir du site d'Hélio-Corbeil et des emplois qui s'y rattachent. En effet la renégociation du contrat commercial entre la SOCPRESSE et CIRCLE PRINTERS pourrait être de nature à remettre en cause l'équilibre déjà fragile de l'entreprise.

Dans ce cadre la FILPAC-CGT a appelé les représentants du FIGARO à exiger le maintien de la charge de travail sur le site actuel et à soutenir un nouveau projet industriel dans la zone de CORBEIL-ESSONNES, idéalement située au plan géographique au regard du réseau de transports ferroviaire, routier ou fluvial qu'elle présente.

Francis Morel, bien que se présentant comme client du groupe CIRCLEPRINTERS, s'est engagé à appuyer un tel projet qu'il considère comme étant une véritable réponse industrielle et logistique, en phase avec les besoins de l'éditeur qu'il représente.

De plus il a informé la délégation syndicale que M. Dassault s'est déclaré prêt à porter un tel projet devant les pouvoirs publics dès la rentrée. Le groupe FIGARO, par la voix de son directeur général, a fait connaître qu'il participera aux prochaines rencontres que souhaite initier la FILPAC-CGT avec les principaux éditeurs de la presse magazine, dans le but d'engager de véritables négociations portant sur la création d'un site industriel en région parisienne capable de répondre aux besoins des titres.

Dans une situation de crise dévastatrice pour des millions de salariés, les représentants de la Profession doivent plus que jamais assumer leurs responsabilités en favorisant la mise en œuvre d'une véritable politique industrielle au service de l'emploi.

La FILPAC-CGT veillera à faire respecter les engagements pris par MM. DASSAULT et MOREL. Elle appelle l'ensemble de ses mandants de la Presse et du Labeur à créer les conditions d'actions importantes dès la rentrée.